

L'Association des amis de l'hôpital de Dakar Assurer l'avenir d'un centre africain de référence



Boubacar Wade, le directeur actuel de l'Hôpital principal de Dakar, Madicke Ndao, directeur du service de santé des armées sénégalaises, et Francis Klotz, ancien directeur de l'hôpital

Un hôpital créé en 1880



Devenu en 2000 hôpital d'instruction des armées (HIA) sénégalais, l'Hôpital principal de Dakar perpétue l'excellence d'un grand établissement moderne en Afrique subsaharienne. Pour contribuer au maintien de son plateau technique et à ses activités de formation médicale, une association lance aujourd'hui un appel aux dons et au mécénat.

FRANÇAIS à sa création, en 1880, sénégalais depuis l'indépendance, en 1960, militaire depuis 2000, l'Hôpital principal de Dakar garde une tradition vivace de coopération internationale. Une spécificité qui fait de lui « le dernier établissement biculturel d'Afrique », comme le souligne le médecin général Francis Klotz, agrégé du Val-de-Grâce, son ex-directeur, qui lui a consacré une grande partie de sa carrière. « Aujourd'hui, explique-t-il, la direction est sénégalaise, à la tête d'un personnel qualifié de 1200 nationaux, avec neuf services dont les patrons, eux-mêmes sénégalais, sont tous des agrégés du Val-de-Grâce. Les Français encore présents ne forment plus qu'un petit noyau de neuf cadres : un gestionnaire, le pharmacien-chef, un conseiller de direction, le chef de service biologie et deux chirurgiens. » Ils interviennent en application d'une convention passée entre les deux pays en 2005 (« le Quotidien » du 8 mars 2005), qui arrive à échéance l'année prochaine. La coopération, c'est encore un fonds de solidarité prioritaire, pour un budget triennal de 1,8 million d'euros, sur un budget de 10 milliards de francs CFA (environ 15 millions d'euros).

« Ces aides sont indispensables au fonctionnement de l'établissement », souligne le Pr Klotz. Dans un pays où le financement du système de soins reste problématique, le maintien d'une gestion moderne ne peut être assuré sans des soutiens extérieurs. Avec 400 lits, un service d'urgence qui accueille les habitants de Dakar, l'Hôpital principal dispose d'un département d'ingénierie biomédicale qui suit des techniques de pointe : chirurgie coelioscopique, neuro-endoscopique, endo-urologique, arthroscopique. Les équipes fonctionnent sur le modèle hospitalier français, avec une autorité univoque, un règlement qui permet de bénéficier de toute l'efficacité et l'expertise requises. »

Appel aux dons et au mécénat. Mais l'exercice est complexe, l'équilibre fragile. Il peut être remis en question en permanence. Et peut-être même dès l'année prochaine, à l'occasion de la négociation de la nouvelle convention entre Dakar et Paris. D'où cette initiative : la création de l'Association des amis de l'Hôpital principal de Dakar (AHP). Ses fondateurs s'assignent quatre objectifs : maintenir le plateau technique à un haut niveau; obtenir des dons de matériel technique et pédagogique; financer des stages de perfectionnement de médecins africains en France; faire venir des missionnaires à l'hôpital de Dakar. Président de l'association, le Pr Klotz lance donc un appel aux dons auprès des particuliers, à commencer dans le monde médical. Il sollicite également le mécénat d'entreprises

et a déjà reçu un accueil favorable auprès de grands groupes industriels comme Eiffage ou Total.

Une première livraison de matériel a d'ores et déjà été effectuée, en provenance de cliniques françaises.

La dimension humaine n'est pas la moindre ambition de l'AHP. Il s'agit de faire vivre un pôle unique qui accueille chaque année 150 stagiaires venus de toute l'Afrique. Il faut aussi financer les formations des cadres sénégalais dans des hôpitaux français. Évidemment, le contexte est difficile : partout en Afrique, l'effort de coopération subit des coupes claires budgétaires, et des nouvelles modalités d'échanges biculturels doivent être inventées et mises en place pour lutter contre une certaine impression d'abandon. Autour du Pr Klotz, le moral se réclame d'un « optimisme mesuré » : « L'hôpital principal, rappelle son ancien patron, c'est le fruit d'une longue histoire entre la France et le Sénégal. Sur un continent noir en pleine évolution, soumis aux contrastes de ses racines ethnoculturelles et au vent de la mondialisation, il est crucial aujourd'hui que les élites médicales sénégalaises puissent continuer à faire vivre un remarquable outil de soins et de formation. » Un outil d'autant plus remarquable que la carte de l'infériorité mondiale est préoccupante.

> CHRISTIAN DELAHAYE

Pour adhérer : AHP, 68, bd de Strasbourg, 75010 Paris, amiprincipal@yahoo.fr. Cotisation annuelle pour être membre actif : 50 euros (à l'ordre des Amis de l'Hôpital principal de Dakar).

L'hypnose, une technique reconnue Des Italiens de plus en plus accros

Selon un rapport récemment publié par le Cenispes, Centre d'études politiques, économiques et sociales, dix millions d'Italiens suivent régulièrement des séances d'hypnose. Un phénomène en pleine explosion.

DE NOTRE CORRESPONDANTE

POUR FAIRE carrière, arrêter de fumer, maîtriser, combattre l'angoisse, voire améliorer ses prestations sexuelles, en Italie, l'hypnose fait fureur. Pour preuve, les quelque dix millions de Transalpins devenus accros selon un rapport qui vient d'être publié par Cenispes, le centre d'études politiques, économiques et sociales. Enseignée à l'université de Rome, soit une formation de trois semaines suivie des cours de mise à jour une fois par an, l'hypnose fait désormais partie des disciplines officiellement reconnues et pratiquées. Toutefois, les séances ne sont pas encore remboursées par la Sécurité sociale, sauf dans de rares exceptions. « À Pérouse, par exemple, il existe un centre de thérapie stratégique pour les alcooliques pris en charge par le service public. Dans certains hôpi-

taux, comme à Rome, on pratique l'hypnose dans les services de psychiatrie. Mais ce sont là des exceptions », confie le docteur Marco Macri. Ce gynécologue qui a choisi de travailler aux urgences d'un hôpital de la banlieue romaine, a suivi un cours d'hypnose à l'université de Rome, il y a quatre ans. Depuis, il « endort » ses proches et ses amis juste pour le « plaisir de la science », confie-t-il.

Des motivations diverses. Mais qu'est-ce qui pousse les Italiens de 18 à 70 ans, qu'ils soient du nord ou du sud, à vouloir sombrer dans cet état comparable, selon un patient, « à la période d'étourdissement qui précède le sommeil » ? Certains évoquent l'urgence de solutionner un problème après avoir tout essayé. Mais les motivations ne sont pas toutes identiques. Selon le rapport de Cenispes, les habitants de la Ville éternelle sont plutôt en quête d'amour et d'amitié et trouvent dans l'hypnose un moyen de contourner les obstacles posés par la timidité et l'incompréhension. Mais à chaque région, sa spécificité. À Naples, c'est le sexe, à Milan le prestige, à Florence, la liberté et à Bologne, la réalisation personnelle.

Utilisée en criminologie ou en psychiatrie depuis deux ans, par les spécialistes de la médecine sportive pour aider les athlètes qui ne supportent pas l'idée de la compétition par exemple, l'hypnose fait débat au sein du corps médical. Toutefois, le Conseil de l'Ordre y est plutôt favorable. « À partir du moment où cette discipline est enseignée à l'université, on peut difficilement être contre », déclare Alessandro Sabatini.

Reste que les séances coûtent cher. Quarante euros les 40 minutes et environ une dizaine de séances pour obtenir des résultats satisfaisants notamment pour les phobies, un prix élevé, surtout en période de crise. Plusieurs médecins estiment d'ailleurs que la sécurité sociale devrait faire un geste. Ce qui dans l'immédiat n'est pas au programme. Comme partout ailleurs, les comptes sociaux traversent une période de vaches maigres et la priorité est donnée aux thérapies traditionnelles. « L'hypnose prescrite par le médecin de famille et remboursée, ce n'est pas pour demain », ironise le Dr Gabriele Carlini, un médecin de quartier qui suit actuellement une formation à l'université de Rome.

> ARIEL F. DUMONT

JOURNÉE MONDIALE

La rétine en vue samedi

C'est la Journée mondiale de la rétine samedi. Partout dans le monde sont organisées des actions, coordonnées par la fondation AMD Alliance. Dans certaines villes japonaises, les murs seront « décorés » d'une grille d'Amsler géante, quadrillage doté d'un point au milieu qui permet de détecter précocement des affections oculaires telles que la DMLA. Aux États-Unis, des « porteurs de grilles » se déplaceront d'État en État et un jeu télévisé sera consacré à la rétine. Au Brésil, des bénévoles expliqueront les dangers de l'exposition des yeux au soleil sur les plages et en Italie des dépliants seront distribués lors de rencontres de football. Chez nous, Retina France propose un colloque Basse vision au SILMO, le Salon international des lunettes et métiers de l'optique, samedi matin. Une certification « Basse vision » vient d'ailleurs d'être déposée. Des grilles d'Amsler seront offertes à tous. Un appel à projets vidéo est lancé, consultable sur le site d'AMD Alliance, www.amdalliance.org.

Informations : retinafrance.fr ou 0810 30 20 50

CULTURE À L'HÔPITAL

L'exposition

« Arts du soin » à Metz

Après Rouen, Lyon, Orléans, Brest, Dijon, le CHR Metz-Thionville accueille l'exposition itinérante « Arts du soin » (jusqu'au 29 septembre à l'hôpital Bon-Secours de Metz, du 30 septembre au 13 octobre à l'hôpital Bel-Air de Thionville). Une exposition gratuite ouverte à tous pour mieux comprendre et appréhender le bénéfice des actions culturelles organisées dans les hôpitaux. Conçue et organisée par la MACSF avec le soutien de la Conférence des directeurs généraux de CHU, cette exposition fait découvrir, à travers photos, œuvres sonores, témoignages, les relations particulières qui se créent entre les soignants et leurs patients lors d'ateliers culturels (photo, musique, peinture, clown, magie, etc.). Occasion pour la MACSF de rendre hommage au personnel hospitalier, l'exposition « Arts du Soins » de la MACSF poursuivra son périple jusqu'au printemps 2010, et prendra place dans tous les établissements hospitaliers de France qui le souhaiteront.

FAMILLE

Les enfants privés de défenseur

La défenseure des enfants, Dominique Versini, assure avoir découvert « avec stupeur » que deux projets de loi examinés le 9 septembre dernier en Conseil des ministres « suppriment l'institution dont elle a la charge, créée par la loi du 6 mars 2000 en tant qu'autorité indépendante chargée de défendre et de promouvoir les droits des enfants ». Elle affirme n'avoir été « à aucun moment ni consultée ni auditionnée », et exprime dans un communiqué son « total désaccord » avec ce changement en dénonçant « une méthode qui relève de la maltraitance institutionnelle ». Une disposition de l'un de ces deux projets de loi précise le statut, les missions et les pouvoirs du défenseur des droits, dont les attributions incluront celles aujourd'hui exercées par le médiateur de la République, le défenseur des enfants et la Commission nationale de déontologie de la sécurité. L'annonce a déclenché une vague de protestations dans le monde associatif, syndical et dans l'opposition.